

SOUVERAINETE : et si la France se dotait enfin d'une stratégie industrielle ?

Posté le mardi 12 mai 2020

« Une piste pourrait être de transformer la DGA (direction générale de l'armement) en outil de politique industrielle de souveraineté au service des différents ministères concernés, avec les moyens adéquats et le soutien politique nécessaire" (Le groupe de réflexions Mars). (Crédits : Reuters/Charles Platiau)

Dans le but de permettre à la base industrielle et technologique de défense de contribuer à la sortie de crise et aux plans de relance français et européen, le groupe de réflexions *Mars** souhaite partager, dans une série de tribunes, les réflexions qu'il mène notamment autour des sujets de la souveraineté et de l'autonomie, du sens donné à l'Europe de la défense et la place réservée à la défense dans un "plan Marshall" européen, des enjeux macroéconomiques et des enjeux industriels et d'innovation dans la défense. L'objectif du groupe de réflexions Mars est de trouver des solutions pour sécuriser les budgets de défense à court et à moyen terme.

L'enjeu des masques a provoqué une crise dans la crise du coronavirus. Le constat est sans appel : la France n'a pas eu suffisamment de stock et, pire, elle n'a pas la capacité industrielle pour répondre rapidement à ses propres besoins. Pourtant, une telle pandémie avait été anticipée lors des différents exercices de prospective, notamment la Revue Stratégique de Défense et de Sécurité nationale de 2017.

De trop nombreuses dépendances

Est-ce la première fois que la France n'est pas capable de répondre elle-même à ses besoins de sécurité nationale ? Non malheureusement, et la défense offre beaucoup d'autres exemples dans un passé récent. Le rapport 2020 de la Cour des comptes rappelait que la France n'avait pas su prendre le virage des drones aériens à force de tergiverser et par manque de vision, ce qui a abouti à acheter des drones *Reaper* américains. Le transport stratégique militaire français pour les opérations extérieures (OPEX) des dix dernières années est un autre exemple. Nous avons non seulement été dépendants de nos alliés mais également de prestataires privés russes et ukrainiens. Enfin, autre illustration actuelle, le chef d'état-major des armées a critiqué l'utilisation par le Sénat de l'application américaine *Zoom* pour ses auditions virtuelles à cause de ses failles de sécurité.

Le but n'est pas de se lamenter de ces dépendances et d'en faire un inventaire à la Prévert. La dépendance vis-à-vis de certains pays dans des domaines précis peut être un choix. Il est d'ailleurs fait par beaucoup d'États européens vis-à-vis des États-Unis. Le vrai problème est quand ces dépendances sont subies, voire impensées, car elles deviennent alors imposées. La disparition de la fabrication en France de munitions de petits calibres le démontre : les décideurs successifs ont refusé d'envisager les conséquences résultant d'une telle dépendance.

L'achat à l'étranger sous prétexte que la multiplicité des fournisseurs préserve d'une rupture d'approvisionnement est une menace majeure, d'autant plus si l'on prend en compte les composants critiques, souvent soumis à des restrictions d'exportations (ITAR, etc.) et de matières premières stratégiques (cobalt, lithium, terres rares...). Ce que nous avons vécu avec les masques peut très bien se reproduire sur ces domaines dans le cadre d'un conflit majeur ou encore d'une guerre commerciale avec les États-Unis ou la Chine. Le constat est simple : **dans les domaines de souveraineté, l'argument purement économique est le chemin le plus direct à la servitude volontaire.**

De la BITD à la BITS

Les Livres Blancs successifs et la Revue Stratégique montrent que les anticipations des menaces sont bonnes mais qu'elles ne sont pas suivies d'actions en cohérence, comme l'illustre la pandémie actuelle. À l'exception des lois de programmation militaires, la déclinaison en plans d'action pour assurer la résilience du pays est trop limitée dans d'autres domaines, voire inexistante. Le président de la République a beau proclamer que le pays est "*en guerre*", le coronavirus montre que ce ne sont pas spécifiquement les Armées qui sont seules en première ligne, mais bel et bien le système de santé et la société française dans son ensemble. La crise du coronavirus souligne donc le besoin de passer de la conception globale à l'action globale, ce qui requiert d'avoir les moyens industriels et économiques appropriés sur le territoire national.

Il est nécessaire de penser non pas seulement une BITD (base industrielle et technologique de défense) mais plus largement **une BITS : une Base Industrielle et Technologique de Souveraineté**. Il faut avoir une démarche incluant l'ensemble des domaines industriels participant à la souveraineté et agir avec tous les leviers à la disposition de l'État, en évitant des raisonnements en silos. La capacité de rebond repose sur la fertilisation croisée des idées et des innovations. Un pays comme les États-Unis ayant développé un écosystème dual d'innovation, avec notamment les GAFAM, dispose ainsi d'un atout majeur.

Les programmes d'investissement publics doivent être guidés par une logique de compétences à disposition sur le territoire national, pas seulement par une logique de finalités optimisées pour un secteur donné. Il ne s'agit pas de choisir entre tel nombre de *Rafale* et tel nombre de masques, mais surtout de se donner les moyens de répondre aux besoins quand ils apparaissent grâce à un **base industrielle nationale robuste**. L'accent doit être mis sur la maîtrise des technologies et capacités industrielles critiques sans nécessairement recréer la totalité des chaînes de valeur en France. Un tel exercice de politique industrielle aurait peut-être permis d'éviter la fermeture en 2018 de l'usine produisant 200 millions de masques par an dans les Côtes d'Armor. Nous aurions pu nous contenter simplement de débattre du juste équilibre entre quantités stockées et maintien d'un outil de production.

S'émanciper des logiques libérales

"Penser global" est également un exercice avec des conséquences en termes d'horizons de temps. Le développement d'un outil industriel demande des engagements fermes apportant une visibilité et des flux réguliers de commandes pour assurer une capacité nationale d'innovation et de production, parfois sur plusieurs décennies. Pourtant, les gouvernements changent souvent de politiques avant même que les projets déjà engagés aient pu montrer des résultats concrets. Moins de réformes et d'empilement de projets hétéroclites (voire concurrents) et plus de constance serait indéniablement utile pour accompagner les entreprises et s'assurer qu'elles répondent aux besoins nationaux. La réussite de la filière aéronautique en est la preuve flagrante tout comme celle de l'industrie de défense.

Penser la globalité exige également de s'émanciper des logiques libérales d'optimisation budgétaire poussées à l'extrême. Dans des domaines stratégiques, l'État ne peut pas accepter de se reposer uniquement sur le marché étant donné le caractère aléatoire des décisions des entreprises. Il doit assumer de jouer un rôle de gardien pour pallier les défaillances du marché qui, dans des domaines stratégiques, conduisent à des défaillances de souveraineté.

L'exemple du fabricant de composants électro-optiques et de capteurs de haute précision Photonis est ici malheureux. Considérée comme une entreprise stratégique, l'État a bloqué son rachat par des investisseurs américains mais... sans prévoir de solution de repli ! Les autorités françaises en sont désormais à *"demander"* à des industriels *"d'étudier"* la reprise de l'entreprise. Mais pourquoi ces entreprises joueraient-elles les pompiers alors que l'État n'apporte pas de visibilité concernant ce qu'il veut faire des compétences de Photonis ? L'État doit apporter cette visibilité par une politique d'investissement claire.

Penser et, surtout, agir global

"Agir global" demande enfin de s'inscrire dans un cadre interministériel, bien au-delà de ce qui est fait actuellement avec la loi de programmation militaire (LPM) qui concerne avant tout le ministère des Armées. Penser BITS plutôt que BITD inclurait au moins les ministères de la Santé, de l'Économie, de la Recherche et de l'Intérieur, avec une **"Loi de Programmation des Moyens Souverains"** (LPMS). Ainsi, alors que le ministère de l'Intérieur acquiert lui aussi des équipements, où est sa loi de programmation ? Il est symptomatique d'une absence de politique industrielle que l'Intérieur utilise un logiciel américain de Palantir pour la DGSi et compte acquérir bientôt des drones chinois. Pour partir de l'existant, **une piste pourrait être de transformer la DGA (direction générale de l'armement) en outil de politique industrielle de souveraineté** au service des différents ministères concernés, avec les moyens adéquats et le soutien politique nécessaire.

Penser et, surtout, agir global pour la sécurité et la résilience de la nation nécessite de passer de la BITD à la BITS. S'il veut assurer sa souveraineté, notre pays doit faire des choix et, plus qu'avoir des équipements, être capable de les produire. Établir une LPMS guidée par la DGA est une solution possible. La crise du coronavirus l'a rappelé : l'imprudence au nom de logiques budgétaires coûte plus cher qu'une politique industrielle globale inscrite dans le temps long.

Groupe de réflexion MARS*

La Tribune

** Le groupe Mars, constitué d'une trentaine de personnalités françaises issues d'horizons différents, des secteurs public et privé et du monde universitaire, se mobilise pour produire des analyses relatives aux enjeux concernant les intérêts stratégiques relatifs à l'industrie de défense et de sécurité et les choix technologiques et industriels qui sont à la base de la souveraineté de la France.*